RÉSUMÉ

Cette étude vise à établir un diagnostic de la situation de la sécurité humaine en Haïti. Un échantillon de 20 communes a été choisi, à raison de cinq par département, en vue de faire ressortir la diversité de la nature des insécurités humaines pertinentes pour Haïti.

L'étude est basée sur les sentiments de peur de la population par rapport aux menaces que représentent les catastrophes d'origine naturelle, les besoins et attentes des individus, leur dignité et leurs perceptions de chacune des dimensions retenues de la sécurité humaine.

Pour la collecte d'informations, une recherche documentaire basée sur les principales dimensions de la sécurité humaine a été réalisée, et suivie de la collecte des données empiriques effectuées à partir de grilles d'observation de terrain, d'entretiens semi-structurés, d'animation de focus group et d'un questionnaire d'enquête.

Les populations cibles, constituées de femmes, d'hommes, de personnes handicapées et de personnes âgées, a été sélectionnée à travers les différents sites de l'étude. Parmi les départements choisis, trois ont été victimes de catastrophes d'origine : la Grand-Anse, le Sud et le Nord-Ouest. Dans ces départements, les enquêtés mettent l'accent sur les menaces relatives à la marée montante, au tsunami (en cas d'un tremblement de terre), aux graves problèmes de santé, et les infrastructures sanitaires fragiles. Les femmes craignent en particulier les agressions sexuelles post-catastrophes.

Dans les autres deux départements (le Nord et le Nord-est), les principales menaces concernent surtout les activités agricoles, les inondations et la sécheresse considérées comme catastrophe naturelle.

Dans les cinq départements, en effet, les principales menaces identifiées par les enquêtés concernent à la fois le social et le naturel. En ce qui concerne le social, ils désignent, entre autres, la famine, les constructions anarchiques, la déforestation, les mentalités de la population relatives à la gestion des déchets, le manque de leadership des autorités gouvernementales dans l'élaboration et l'application de politiques publiques relatives à la sécurité de la population en période de catastrophe. Par rapport à la dimension naturelle, ils évoquent les ouragans, les inondations, la sécheresse, les tremblements de terre détruisant des vies et des biens.

Les principaux besoins ou attentes de la population sont exprimés à trois niveaux : premièrement, au cours de la période d'urgence, l'État, les ONG et les Organisations internationales doivent intervenir ensemble nourrir, soigner la population victime et prévenir des épidémies ; deuxièmement, au cours de la période post catastrophe, ils doivent aider à la reprise des activités économiques, à la recapitalisation de petits et moyens entrepreneurs; troisièmement, afin de prévenir les improvisations, il faut des politiques publiques de gestion des catastrophes d'origine naturelle.

Une différence a été remarquée dans l'expression des besoins selon le sexe des enquêtés. Si les femmes mettent l'accent sur les activités commerciales, la prévention des infections sexuellement transmissibles, les soins aux personnes âgées et aux enfants, les hommes privilégient les activités horticoles, l'élevage, la pêche, l'argent à donner à leur femme, entre autres. Bref, le social et le naturel sont liés en matière de gestion des catastrophes d'origine naturelle, mais ils sont exprimés de manière différenciée, selon le sexe des enquêtés.

Les perceptions de la dignité des individus sont exprimées dans tous les départements selon le sexe des enquêtés. Par exemple, si pour les femmes, perdre sa dignité c'est être violée ou bien tromper son mari, pour les hommes, perdre sa dignité c'est voler ou bien assister au viol de sa fille ou de sa femme, regarder ses enfants crever de faim, malades, mourants sans possibilité de réagir. Quant aux personnes handicapées, elles pensent perdre leur dignité quand elles sont infantilisées ou quand elles constituent un fardeau pour d'autres personnes en période de catastrophes d'origine naturelle.